



COMMUNE DE COLLONGES-SOUS-SALEVE

CONSEIL MUNICIPAL

17 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le dix-sept septembre à vingt heures, le Conseil Municipal de Collonges-sous-Salève se réunit en séance à la salle des fêtes de la commune, sous la présidence de Brigitte GONDOUIN, Maire.

Date d'envoi de la convocation : 11/09/2026
DELIBERATION N°2026_088

Conseillers élus : 27

Conseillers Présents :

Brigitte GONDOUIN _ Nathalie CORVAÏA _ Christian DUTOIT _ Bénédicte GEORGE _ Frédéric
MEGEVAND _ Aurélie PATOUX _ Fabrice GILSON _ Valérie MADALA _ Annie HYVERT _ Danielle
THÉVENOZ _ Chantal CHAPPUIS _ Philippe CHASSOT _ Marie-Agnès QUINTERO _ Martial LAPLACE _
Frédéric PEREZ _ Monique MÜHLEMANN _ François DRICOURT _ Alexandre DESCOMBES _ François
VECKRINGER _ Elena BRAJEUX-GELI _ Christelle MEGEVAND _ Henri DE MONCEAU _ Hugo
SERVANT _

Pouvoirs :

Sarah BERNDT donne pouvoir à Aurélie PATOUX
William PICOUX donne pouvoir à Nathalie CORVAÏA
Corinne ANSELMETTI donne pouvoir à Henri DE MONCEAU
Colin DEBARBIEUX donne pouvoir à Hugo SERVANT

Absents :

17 septembre 2026



1
Collonges
sous-Salève

N°D_2026_089



**DELIBERATION N°2026_088 : Garantie d'emprunt pour 1001 vies Habitat Opération Résidence
Les Crêts | ANNEXES 6.1 | 6.2 | 6.3**

Rapporteur : Bénédicte GEORGE

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2305 du Code civil ;

Vu le Contrat de Prêt N° 188118 en annexe signé entre : 1001Vies Habitat SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE ci-après l'emprunteur, et la Caisse des dépôts et Consignations ;

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Les Crêts - Parc social public, construction de 13 logements situés 379 chemin des Bornants 74160 COLLONGES-SOUS-SALEVE.

La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

Article 1 :

Le Conseil municipal accorde sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 1 772 995.00 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N° 188118 constitué de 7 Lignes.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 772 995.00 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 :

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.



Le Conseil Municipal, après avoir délibéré,

Pour	Contre	Abstention
26	00	01

Abstention : A. DESCOMBES

Fait et délibéré
Les jour, mois et an susvisés

Le secrétaire de séance,


Danielle THEVENOZ

Le Maire,

Brigitte GONDOUIN



Certifié exécutoire
Publié ou notifié le :



Envoyé en préfecture le 28/09/2026

Reçu en préfecture le 28/09/2026

Publié le



ID : 074-267402394-20260917-D_2026_088-DE





Florence Viallis
Service du Développement
Fviallis@1001vieshabitat.fr

Envoyé en préfecture le 28/09/2026

Reçu en préfecture le 28/09/2026

Publié le

S²LO

ID : 074-267402394-20260917-D_2026_088-DE

Lyon, le 3 JUIN 2026

MAIRIE COLLONGES-SOUS-SALÈVE		EXE		INFO	
Arrivée le		08 JUIN 2026		N° 24	
EXE	INFO	DGS	DGA	EXE	INFO
		Assistance de Direction	Bibliothèques		
		Accueil	Technique		
		Compta-Finances	Plan Rural 2025		
		OCAS	Cartographie		
		URBA	Etat-Civil		

Mairie de Collonges-sous-Salève
Madame Le Maire
226 Rue Verdi
74160 Collonges-sous-Salève

Objet : Demande de garantie d'emprunt - Résidence Les Crêts- 379 chemin des Bornants 74160 Collonges-sous-Salève

Madame le Maire,

Dans le cadre de la construction de 13 logements sur votre commune, nous avons contracté auprès de la Banque des Territoires un emprunt pour financer cette résidence.

A ce titre, nous vous sollicitons afin d'obtenir de la part de votre conseil la garantie à hauteur de 100%.

Afin d'instruire notre demande, nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint :

- Les agréments,
- Le contrat de prêt,
- Le plan de financement,
- Le prix de revient,
- Le bilan d'exploitation et
- Le modèle de délibération à respecter en tous points.

Dans l'attente d'une réponse favorable de votre part, nous restons à votre entière disposition pour tout complément d'informations et nous vous prions d'agréer, Madame le Maire, nos sincères salutations.

Vincent Roche
Directeur des programmes

Direction Rhône-Alpes

28, rue Garibaldi - BP 6054 - 69412 Lyon Cedex 06

Téléphone : 09 88 82 10 01

Mail : relationclients@1001vieshabitat.fr

1001 VIES HABITAT, S.A. d'H.L.M. à directoire et conseil de surveillance, au capital de 33 088 253 euros
SIREN 572 015 451 RCS Paris - APE 6820A - TVA CEE FR62572015451 - Siège social : Carré Suffren - 31-35, rue de la Fédération - 75015 Paris

Publié le : 29/09/2026 17:12 (Europe/Paris)
Collectivité : Collonges-sous-Salève
https://www.collonges-sous-salève.fr/documents_administratifs/60374





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-SAVOIE

direction
départementale
des Territoires
Haute-Savoie

service habitat
Cellule aides
habitat public

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2022DD0740135

N° SIREN du maître d'ouvrage
057501702
Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
S.A. LOGT ALPES RHONE SOLLAR

28 rue Garibaldi
BP 6064
69412 LYON

Décisionnaire
DDT Haute Savoie

N° de décision
2022DD07400490
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
74082 Collonges-sous-Salève

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
2022

Opération : COLLONGES S/SALEVE_SOLLAR_Les Crêts_PLUS/PLAI
CHEMIN DES BORNANTS
74160 Collonges-sous-Salève

horaires d'ouverture :
8h30-12h00 / 13h30-17h00
(16h00 le vendredi)

adresse :
15 rue Henry-Bordeaux
74998 Annecy cedex 9

téléphone :
04 50 33 60 00

télécopie :
04 50 27 95 09

courriel :
ddt@haute-savoie.gouv.fr

internet :
www.haute-savoie.pref.gouv.fr



Le préfet de la Haute-Savoie

Chevalier de la Légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles D.331-1 à D.331-25-1 et D.381-1 à D.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2022-094 du 23 Août 2022 donnant délégation de signature à Monsieur Julien LANGLET, directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie, ainsi que l'arrêté de subdélégation de signature n°DDT-2022-1338 du 9 novembre 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2022-123 du 23 Août 2022 portant délégation de signature à Monsieur Julien LANGLET, directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie, pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses, ainsi que l'arrêté de subdélégation de signature n° OS-2022-06 du 10 novembre 2022 ;

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 11 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 11 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLUS

- 5 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. LOGT ALPES RHONE SOLLAR (n° SIREN : 057501702).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 45 000,00 € imputée sur le :

- Programme 135 - U.T.A.H.

- Action 1 - Construction locative et amélioration du parc

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. En cas d'opérations d'acquisition sans travaux, le bénéficiaire de la décision favorable dépose, dans un délai de trois ans à compter de la date de notification de cette décision favorable, un dossier de demande de clôture de l'opération.

En cas d'opérations de construction ou d'acquisition avec travaux d'amélioration, le bénéficiaire de la décision favorable dépose, dans un délai de sept ans à compter de la date de notification de cette décision favorable, un dossier de demande de clôture de l'opération.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

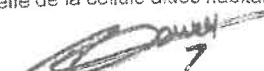
ARTICLE 7. Le(la) directeur(trice) départemental(e) des territoires (et de la mer) et le(la) directeur(trice) départemental(e) des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à ANNECY

La cheffe de la cellule aides habitat public

le :

21 DEC. 2022


Aude MAGDELENAT

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	45 000,00	4,56%
Subvention Département	32 469,00	3,29%
Subvention PEEC	27 500,00	2,78%
Sous-total Subventions	104 969,00	10,63%
II - Partie Prêts		
Prêts PEEC	45 000,00	4,56%
Prêt CDC logement	384 179,00	38,90%
Prêt CDC foncier	245 767,00	24,88%
Sous-total Prêts	674 946,00	68,34%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	207 741,00	21,03%
Sous-total Fonds Propres	207 741,00	21,03%
Total du Financement (I + II + III)	987 656,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Département	10 614,00	0,95%
Subvention PEEC	15 000,00	1,34%
Sous-total Subventions	25 614,00	2,28%
II - Partie Prêts		
Prêts PEEC	42 000,00	3,74%
Prêt CDC logement	514 402,00	45,84%
Prêt CDC foncier	267 791,00	23,87%
Sous-total Prêts	824 193,00	73,45%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	272 260,00	24,26%
Sous-total Fonds Propres	272 260,00	24,26%
Total du Financement (I + II + III)	1 122 067,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	43 083,00	2,04%
Subvention PEEC	42 500,00	2,01%
Subvention Etat	45 000,00	2,13%
Sous-total Subventions	130 583,00	6,19%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	898 581,00	42,59%
Prêt CDC foncier	513 558,00	24,34%
Prêts PEEC	87 000,00	4,12%



Sous-total Prêts	1 499 139,00	71,06%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	480 001,00	22,75%
Sous-total Fonds Propres	480 001,00	22,75%
Total du Financement (I + II + III)	2 109 723,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 109 723,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 171 291,23 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	353,79 m ²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	6	353,79 m ²
Assiette *	:	610 844,98 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	324,60 m ²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	5	324,60 m ²
Assiette *	:	560 446,25 €
Taux de subvention	:	8,03 %
SUBVENTION	:	45 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 11	Surface utile :	678,39 m ²
Assiette : 1 171 291,23 €	SUBVENTION :	45 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,84 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	45 000,00 €
--------------	-------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	500 302,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 261 946,00 €
Prestations intellectuelles et frais	193 979,00 €
Prix de revient H.T.	1 956 227,00 €
Montant de la TVA	153 496,00 €
Prix de revient TTC	2 109 723,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	3 109,90 €/m ²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Décision No : 2022DD07400490

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.





Publié le : 29/09/2026 17:12 (Europe/Paris)
Collectivité : Collonges-sous-Salève
https://www.collonges-sous-salève.fr/documents_administratifs/80374

D_2026_89 ANNEXE 6.2_page 6

Envoyé en préfecture le 28/09/2026

Reçu en préfecture le 28/09/2026

Publié le



ID : 074-267402394-20260917-D_2026_088-DE



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-SAVOIE

direction
départementale
des Territoires
Haute-Savoie

service habitat
Cellule aides
habitat public

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2022DD0740136

N° SIREN du maître d'ouvrage
057501702

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. LOGT ALPES RHONE SOLLAR

28 rue Garibaldi

BP 6064

69412 LYON

Décisionnaire
DDT Haute Savoie

N° de décision
2022DD07400489

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
74082 Collonges-sous-Salève

Exercice
2022

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : COLLONGES S/SALEVE_SOLLAR_Les Crêts_PLS
CHEMIN DES BORNANTS
74160 Collonges-sous-Salève

horaires d'ouverture :
8h30-12h00 / 13h30-17h00
(16h00 le vendredi)

adresse :
15 rue Henry-Bordeaux
74998 Annecy cedex 9

téléphone :
04 50 33 60 00

télécopie :
04 50 27 96 09

courriel :
ddt@haute-savoie.gouv.fr

internet :
www.haute-savoie.pref.gouv.fr



Le préfet de la Haute-Savoie

Chevalier de la Légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles D.331-1 à D.331-25-1 et D.381-1 à D.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2022-094 du 23 Août 2022 donnant délégation de signature à Monsieur Julien LANGLET, directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie, ainsi que l'arrêté de subdélégation de signature n°DDT-2022-1338 du 9 novembre 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2022-123 du 23 Août 2022 portant délégation de signature à Monsieur Julien LANGLET, directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie, pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses, ainsi que l'arrêté de subdélégation de signature n° OS-2022-06 du 10 novembre 2022 ;

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 2 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 2 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 2 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. LOGT ALPES RHONE SOLLAR (n° SIREN : 057501702).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. En cas d'opérations d'acquisition sans travaux, le bénéficiaire de la décision favorable dépose, dans un délai de trois ans à compter de la date de notification de cette décision favorable, un dossier de demande de clôture de l'opération.

En cas d'opérations de construction ou d'acquisition avec travaux d'amélioration, le bénéficiaire de la décision favorable dépose, dans un délai de sept ans à compter de la date de notification de cette décision favorable, un dossier de demande de clôture de l'opération.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

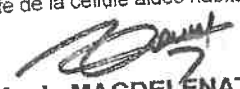
ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le(la) directeur(trice) départemental(e) des territoires (et de la mer) et le(la) directeur(trice) départemental(e) des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à ANNECY

le : **21 DEC. 2022**

La cheffe de la cellule aides habitat put.


Aude MAGDELENAT

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
Prêts PEEC	15 000,00	3,47%	
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	312 733,00	72,27%	1,86%
Sous-total Prêts	327 733,00	75,74%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	104 999,00	24,26%	
Sous-total Fonds Propres	104 999,00	24,26%	
Total du Financement (I + II + III)	432 732,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	432 732,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

2

136,44 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

2

136,44 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 2

Surface utile :

136,44 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

100 610,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

253 774,00 €

Prestations intellectuelles et frais

39 009,00 €

Prix de revient H.T.

393 393,00 €

Montant de la TVA

39 339,00 €

Prix de revient TTC

432 732,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

3 171,59 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Décision No : 2022DD07400489

Page : 3/4





Publié le : 29/09/2026 17:12 (Europe/Paris)
Collectivité : Collobres-sous-Salève
https://www.collobres-sous-salève.fr/documents_administratifs/80374

Envoyé en préfecture le 28/09/2026
Reçu en préfecture le 28/09/2026
Publié le
ID : 074-267402394-20260917-D_2026_088-DE



Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Olivier MOREL
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 30/04/2026 18:12:09

GUILLAUME HEMERY
RESPONSABLE
1001 VIES HABITAT
Signé électroniquement le 07/05/2026 11 56 :08

CONTRAT DE PRÊT

N° 188118

Entre

1001 VIES HABITAT - n° 000015020

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

1001 VIES HABITAT, SIREN n°: 572015451, sis(e) 31 35 CARRE SUFFREN 31 RUE DE LA
FEDERATION 75015 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **1001 VIES HABITAT** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

**BANQUE des
TERRITOIRES**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.6
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.10
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.13
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.15
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.16
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.17
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.17
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.17
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.18
ARTICLE 16	GARANTIES	P.21
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.21
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.24
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.24
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.26
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.26
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.26
ARTICLE 23	DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ	P.27
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Les Crets, Parc social public, Construction de 13 logements situés 379 Chemin des Bornants 74160 COLLONGES-SOUS-SALEVE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million sept-cent-soixante-douze mille neuf-cent-quatre-vingt-quinze euros (1 772 995,00 euros) constitué de 7 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- CPLS Complémentaire au PLS 2026, d'un montant de trente-neuf mille cinq-cent-soixante-huit euros (39 568,00 euros) ;
- PLAI, d'un montant de trois-cent-quatre-vingt-dix-neuf mille cinq-cent-cinquante-et-un euros (399 551,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de deux-cent-quarante-deux mille cinq-cent-treize euros (242 513,00 euros) ;
- PLS PLSD 2026, d'un montant de cent-soixante-six mille deux-cent-trente-sept euros (166 237,00 euros) ;
- PLS foncier PLSD 2026, d'un montant de cent-dix-neuf mille huit-cent-quarante-huit euros (119 848,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de cinq-cent-seize mille neuf-cent-quatre-vingt-six euros (516 986,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de deux-cent-quatre-vingt-huit mille deux-cent-quatre-vingt-douze euros (288 292,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt. Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garanties** ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariatisation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « **Pays Sanctionné** » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Différé d'Amortissement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coïncide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

Le « **Prêt Locatif Social** » (**PLS**) est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

Le « **Complémentaire au Prêt Locatif Social** » (**CPLS**) est un Prêt permettant de compléter le financement d'un Prêt Locatif Social (PLS) pour finaliser une opération, dans la limite de 49 % du coût total (minoré des fonds propres, subventions et Prêts divers).

La « **Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT)** » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Réglementation Sanctions** » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (**DR**) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **30/07/2026** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

- toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

En cas de mobilisation des fonds du Prêt après la date d'achèvement des travaux « **DAT** », par dérogation aux dispositions ci-dessus, les fonds de chaque Ligne de Prêt seront versés par le Prêteur en une seule fois sous la forme d'un unique Versement et sous réserve du respect des dispositions de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne de Prêt** » ainsi que de la conformité et de l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s).



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	CPLS	PLAI	PLAI foncier	PLS
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2026	-	-	PLSDD 2026
Identifiant de la Ligne du Prêt	5731952	5731949	5731948	5731947
Montant de la Ligne du Prêt	39 568 €	399 551 €	242 513 €	166 237 €
Commission d'instruction	20 €	0 €	0 €	90 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	2,61 %	1,3 %	1,9 %	2,61 %
TEG de la Ligne du Prêt	2,61 %	1,3 %	1,9 %	2,61 %
Phase d'amortissement				
Durée du différé d'amortissement	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
Durée	40 ans	40 ans	60 ans	40 ans
Index ¹	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	1,11 %	- 0,2 %	0,4 %	1,11 %
Taux d'intérêt ²	2,61 %	1,3 %	1,9 %	2,61 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité de l'échéance	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

¹ A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).

² Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLS foncier	PLUS	PLUS foncier	
Enveloppe	PLSDD 2026	-	-	
Identifiant de la Ligne du Prêt	5731944	5731951	5731950	
Montant de la Ligne du Prêt	119 848 €	516 986 €	288 292 €	
Commission d'instruction	70 €	0 €	0 €	
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Taux de période	1,9 %	2,1 %	1,9 %	
TEG de la Ligne du Prêt	1,9 %	2,1 %	1,9 %	
Phase d'amortissement				
Durée du différé d'amortissement	12 mois	12 mois	12 mois	
Durée	60 ans	40 ans	60 ans	
Index ¹	Livret A	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index	0,4 %	0,6 %	0,4 %	
Taux d'intérêt ²	1,9 %	2,1 %	1,9 %	
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	
Modalité de révision	DR	DR	DR	
Taux de progressivité de l'échéance	0,5 %	0,5 %	0,5 %	
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).
2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Les Lignes du Prêt finançant le foncier, indiquées ci-dessus, s'inscrivent dans le cadre de la politique d'accélération de la production de logement social. A cet effet, la marge fixe sur Index qui leur est appliquée correspond à la moyenne des marges de ces Lignes du Prêt pondérée par le montant de la part foncière financée par lesdites lignes.

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

Caisse des dépôts et consignations

44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.

En particulier,

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,

- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou

- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Événement »),

le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;

(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Événement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou

(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Événement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Événement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Événement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Caisse des dépôts et consignations

44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

L'Emprunteur sera redevable, sauf exonération accordée par le Prêteur, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;
- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;
- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- rembourser la Ligne du Prêt CPLS octroyée par le Prêteur, en complément du financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PLS ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE COLLONGES SOUS SALEVE	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «**Objet du Prêt**» du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article «**Déclarations et Engagements de l'Emprunteur**», ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.
- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entraînerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

Caisse des dépôts et consignations

44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 23 DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ

L'Emprunteur est informé que le Prêteur est engagé dans une trajectoire de transition écologique et sociale alignée avec les objectifs nationaux et européens de développement durable.

Dans ce cadre, l'Emprunteur s'engage à faire ses meilleurs efforts à titre d'obligation de moyens et à ce titre à se conformer à toutes les lois, règles et réglementations étatiques, nationales et internationales applicables relatives aux normes de comportement éthique et responsable, y compris, sans s'y limiter, celles qui traitent des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et du développement durable.





Publié le : 29/09/2026 17:12 (Europe/Paris)
Collectivité : Collonges-sous-Salève
https://www.collonges-sous-salève.fr/documents_administratifs/80374

Envoyé en préfecture le 28/09/2026

Reçu en préfecture le 28/09/2026

Publié le



ID : 074-267402394-20260917-D_2026_088-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



1001 VIES HABITAT
31 35 CARRE SUFFREN
31 RUE DE LA FEDERATION
75015 PARIS

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U166426, 1001 VIES HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 188118, Ligne du Prêt n° 5731952

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CMCIFRPPXXX/FR7630066109470002037870171 en vertu du mandat n° AADPH2023240000002 en date du 29 août 2023.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.





Publié le : 29/09/2026 17:12 (Europe/Paris)
Collectivité : Collonges-sous-Salève
https://www.collonges-sous-salève.fr/documents_administratifs/80374

Envoyé en préfecture le 28/09/2026

Reçu en préfecture le 28/09/2026

Publié le



ID : 074-267402394-20260917-D_2026_088-DE

Envoyé en préfecture le 28/09/2026

Reçu en préfecture le 28/09/2026

Publié le

S²LO

ID : 074-267402394-20260917-D_2026_088-DE



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



1001 VIES HABITAT
31 35 CARRE SUFFREN
31 RUE DE LA FEDERATION
75015 PARIS

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U166426, 1001 VIES HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 188118, Ligne du Prêt n° 5731949

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CMCIFRPPXXX/FR7630066109470002037870171 en vertu du mandat n° AADPH2023240000002 en date du 29 août 2023.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.





Publié le : 29/09/2026 17:12 (Europe/Paris)
Collectivité : Collonges-sous-Salève
https://www.collonges-sous-salève.fr/documents_administratifs/80374

Envoyé en préfecture le 28/09/2026
Reçu en préfecture le 28/09/2026
Publié le
ID : 074-267402394-20260917-D_2026_088-DE



Envoyé en préfecture le 28/09/2026

Reçu en préfecture le 28/09/2026

Publié le

S²LO

ID : 074-267402394-20260917-D_2026_088-DE



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



1001 VIES HABITAT
31 35 CARRE SUFFREN
31 RUE DE LA FEDERATION
75015 PARIS

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U166426, 1001 VIES HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 188118, Ligne du Prêt n° 5731948

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CMCIFRPPXX/FR7630066109470002037870171 en vertu du mandat n° AADPH2023240000002 en date du 29 août 2023.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.





Publié le : 29/09/2026 17:12 (Europe/Paris)
Collectivité : Collonges-sous-Salève
https://www.collonges-sous-salève.fr/documents_administratifs/80374

Envoyé en préfecture le 28/09/2026
Reçu en préfecture le 28/09/2026
Publié le
ID : 074-267402394-20260917-D_2026_088-DE



Envoyé en préfecture le 28/09/2026

Reçu en préfecture le 28/09/2026

Publié le

S²LO

ID : 074-267402394-20260917-D_2026_088-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



1001 VIES HABITAT
31 35 CARRE SUFFREN
31 RUE DE LA FEDERATION
75015 PARIS

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U166426, 1001 VIES HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 188118, Ligne du Prêt n° 5731947

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CMCIFRPPXX/FR7630066109470002037870171 en vertu du mandat n° AADPH2023240000002 en date du 29 août 2023.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



Envoyé en préfecture le 28/09/2026

Reçu en préfecture le 28/09/2026

Publié le



ID : 074-267402394-20260917-D_2026_088-DE



Publié le : 29/09/2026 17:12 (Europe/Paris)

Collectivité : Collonges-sous-Salève

https://www.collonges-sous-salève.fr/documents_administratifs/80374

Envoyé en préfecture le 28/09/2026

Reçu en préfecture le 28/09/2026

Publié le

S²LO

ID : 074-267402394-20260917-D_2026_088-DE



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



1001 VIES HABITAT
31 35 CARRE SUFFREN
31 RUE DE LA FEDERATION
75015 PARIS

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U166426, 1001 VIES HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 188118, Ligne du Prêt n° 5731944

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CMCIFRPPXXX/FR7630066109470002037870171 en vertu du mandat n° AADPH2023240000002 en date du 29 août 2023.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.





Publié le : 29/09/2026 17:12 (Europe/Paris)
Collectivité : Collonges-sous-Salève
https://www.collonges-sous-salève.fr/documents_administratifs/80374

Envoyé en préfecture le 28/09/2026

Reçu en préfecture le 28/09/2026

Publié le



ID : 074-267402394-20260917-D_2026_088-DE



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



1001 VIES HABITAT
31 35 CARRE SUFFREN
31 RUE DE LA FEDERATION
75015 PARIS

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U166426, 1001 VIES HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 188118, Ligne du Prêt n° 5731951

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CMCIFRPPXX/FR7630066109470002037870171 en vertu du mandat n° AADPH2023240000002 en date du 29 août 2023.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.





Publié le : 29/09/2026 17:12 (Europe/Paris)
Collectivité : Collonges-sous-Salève
https://www.collonges-sous-salève.fr/documents_administratifs/80374

Envoyé en préfecture le 28/09/2026
Reçu en préfecture le 28/09/2026
Publié le
ID : 074-267402394-20260917-D_2026_088-DE





BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



1001 VIES HABITAT
31 35 CARRE SUFFREN
31 RUE DE LA FEDERATION
75015 PARIS

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U166426, 1001 VIES HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 188118, Ligne du Prêt n° 5731950

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CMCIFRPPXXX/FR7630066109470002037870171 en vertu du mandat n° AADPH2023240000002 en date du 29 août 2023.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.





Publié le : 29/09/2026 17:12 (Europe/Paris)

Collectivité : Collonges-sous-Salève

https://www.collonges-sous-salève.fr/documents_administratifs/80374

Envoyé en préfecture le 28/09/2026

Reçu en préfecture le 28/09/2026

Publié le



ID : 074-267402394-20260917-D_2026_088-DE

Emprunteur : 0015020 - 1001 VIES HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 188118 / N° de la Ligne du Prêt : 5731952
Opération : Construction
Produit : CPLS - Complémentaire au PLS 2026

Capital prêté : 39 568 €
Taux actuariel théorique : 2,61 %
Taux effectif global : 2,61 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	30/04/2027	2,61	1 032,72	0,00	1 032,72	0,00	39 568,00	0,00
2	30/04/2028	2,61	1 503,52	470,80	1 032,72	0,00	39 097,20	0,00
3	30/04/2029	2,61	1 511,03	490,59	1 020,44	0,00	38 606,61	0,00
4	30/04/2030	2,61	1 518,59	510,96	1 007,63	0,00	38 095,65	0,00
5	30/04/2031	2,61	1 526,18	531,88	994,30	0,00	37 563,77	0,00
6	30/04/2032	2,61	1 533,81	553,40	980,41	0,00	37 010,37	0,00
7	30/04/2033	2,61	1 541,48	575,51	965,97	0,00	36 434,86	0,00
8	30/04/2034	2,61	1 549,19	598,24	950,95	0,00	35 836,62	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement

En Euros

Edité le : 30/04/2026

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	30/04/2035	2,61	1 556,94	621,60	935,34	0,00	35 215,02	0,00
10	30/04/2036	2,61	1 564,72	645,61	919,11	0,00	34 569,41	0,00
11	30/04/2037	2,61	1 572,54	670,28	902,26	0,00	33 899,13	0,00
12	30/04/2038	2,61	1 580,41	695,64	884,77	0,00	33 203,49	0,00
13	30/04/2039	2,61	1 588,31	721,70	866,61	0,00	32 481,79	0,00
14	30/04/2040	2,61	1 596,25	748,48	847,77	0,00	31 733,31	0,00
15	30/04/2041	2,61	1 604,23	775,99	828,24	0,00	30 957,32	0,00
16	30/04/2042	2,61	1 612,25	804,26	807,99	0,00	30 153,06	0,00
17	30/04/2043	2,61	1 620,31	833,32	786,99	0,00	29 319,74	0,00
18	30/04/2044	2,61	1 628,41	863,16	765,25	0,00	28 456,58	0,00
19	30/04/2045	2,61	1 636,56	893,84	742,72	0,00	27 562,74	0,00
20	30/04/2046	2,61	1 644,74	925,35	719,39	0,00	26 637,39	0,00
21	30/04/2047	2,61	1 652,96	957,72	695,24	0,00	25 679,67	0,00
22	30/04/2048	2,61	1 661,23	990,99	670,24	0,00	24 688,68	0,00
23	30/04/2049	2,61	1 669,53	1 025,16	644,37	0,00	23 663,52	0,00
24	30/04/2050	2,61	1 677,88	1 060,26	617,62	0,00	22 603,26	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	30/04/2051	2,61	1 686,27	1 096,32	589,95	0,00	21 506,94	0,00
26	30/04/2052	2,61	1 694,70	1 133,37	561,33	0,00	20 373,57	0,00
27	30/04/2053	2,61	1 703,18	1 171,43	531,75	0,00	19 202,14	0,00
28	30/04/2054	2,61	1 711,69	1 210,51	501,18	0,00	17 991,63	0,00
29	30/04/2055	2,61	1 720,25	1 250,67	469,58	0,00	16 740,96	0,00
30	30/04/2056	2,61	1 728,85	1 291,91	436,94	0,00	15 449,05	0,00
31	30/04/2057	2,61	1 737,50	1 334,28	403,22	0,00	14 114,77	0,00
32	30/04/2058	2,61	1 746,18	1 377,78	368,40	0,00	12 736,99	0,00
33	30/04/2059	2,61	1 754,91	1 422,47	332,44	0,00	11 314,52	0,00
34	30/04/2060	2,61	1 763,69	1 468,38	295,31	0,00	9 846,14	0,00
35	30/04/2061	2,61	1 772,51	1 515,53	256,98	0,00	8 330,61	0,00
36	30/04/2062	2,61	1 781,37	1 563,94	217,43	0,00	6 766,67	0,00
37	30/04/2063	2,61	1 790,28	1 613,67	176,61	0,00	5 153,00	0,00
38	30/04/2064	2,61	1 799,23	1 664,74	134,49	0,00	3 488,26	0,00
39	30/04/2065	2,61	1 808,22	1 717,18	91,04	0,00	1 771,08	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement

En Euros

Edité le : 30/04/2026

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	30/04/2066	2,61	1 817,31	1 771,08	46,23	0,00	0,00	0,00
Total			65 599,93	39 568,00	26 031,93	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 1,50 % (Livret A).

Emprunteur : 0015020 - 1001 VIES HABITAT	Capital prêté : 399 551 €
N° du Contrat de Prêt : 188118 / N° de la Ligne du Prêt : 5731949	Taux actuariel théorique : 1,30 %
Opération : Construction	Taux effectif global : 1,30 %
Produit : PLAI	

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	30/04/2027	1,30	5 194,16	0,00	5 194,16	0,00	399 551,00	0,00
2	30/04/2028	1,30	12 017,49	6 823,33	5 194,16	0,00	392 727,67	0,00
3	30/04/2029	1,30	12 077,57	6 972,11	5 105,46	0,00	385 755,56	0,00
4	30/04/2030	1,30	12 137,96	7 123,14	5 014,82	0,00	378 632,42	0,00
5	30/04/2031	1,30	12 198,65	7 276,43	4 922,22	0,00	371 355,99	0,00
6	30/04/2032	1,30	12 259,64	7 432,01	4 827,63	0,00	363 923,98	0,00
7	30/04/2033	1,30	12 320,94	7 589,93	4 731,01	0,00	356 334,05	0,00
8	30/04/2034	1,30	12 382,55	7 750,21	4 632,34	0,00	348 583,84	0,00
9	30/04/2035	1,30	12 444,46	7 912,87	4 531,59	0,00	340 670,97	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Envoyé en préfecture le 28/09/2026
Reçu en préfecture le 28/09/2026
Publié le
ID : 074-267402394-20260917-D_2026_088-DE



Publié le : 29/09/2026 17:12 (Europe/Paris)
Collectivité : Collonges-sous-Salève
https://www.collonges-sous-salève.fr/documents_administratifs/60374

PR0090-PR0092 V3 0
Offre Contractuelle n° 188118 Emprunteur n° 000015020





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement

En Euros

Edité le : 30/04/2026

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	30/04/2036	1,30	12 506,68	8 077,96	4 428,72	0,00	332 593,01	0,00
11	30/04/2037	1,30	12 569,22	8 245,51	4 323,71	0,00	324 347,50	0,00
12	30/04/2038	1,30	12 632,06	8 415,54	4 216,52	0,00	315 931,96	0,00
13	30/04/2039	1,30	12 695,22	8 588,10	4 107,12	0,00	307 343,86	0,00
14	30/04/2040	1,30	12 758,70	8 763,23	3 995,47	0,00	298 580,63	0,00
15	30/04/2041	1,30	12 822,49	8 940,94	3 881,55	0,00	289 639,69	0,00
16	30/04/2042	1,30	12 886,60	9 121,28	3 765,32	0,00	280 518,41	0,00
17	30/04/2043	1,30	12 951,04	9 304,30	3 646,74	0,00	271 214,11	0,00
18	30/04/2044	1,30	13 015,79	9 490,01	3 525,78	0,00	261 724,10	0,00
19	30/04/2045	1,30	13 080,87	9 678,46	3 402,41	0,00	252 045,64	0,00
20	30/04/2046	1,30	13 146,28	9 869,69	3 276,59	0,00	242 175,95	0,00
21	30/04/2047	1,30	13 212,01	10 063,72	3 148,29	0,00	232 112,23	0,00
22	30/04/2048	1,30	13 278,07	10 260,61	3 017,46	0,00	221 851,62	0,00
23	30/04/2049	1,30	13 344,46	10 460,39	2 884,07	0,00	211 391,23	0,00
24	30/04/2050	1,30	13 411,18	10 663,09	2 748,09	0,00	200 728,14	0,00
25	30/04/2051	1,30	13 478,24	10 868,77	2 609,47	0,00	189 859,37	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	30/04/2052	1,30	13 545,63	11 077,46	2 468,17	0,00	178 781,91	0,00
27	30/04/2053	1,30	13 613,36	11 289,20	2 324,16	0,00	167 492,71	0,00
28	30/04/2054	1,30	13 681,42	11 504,01	2 177,41	0,00	155 988,70	0,00
29	30/04/2055	1,30	13 749,83	11 721,98	2 027,85	0,00	144 266,72	0,00
30	30/04/2056	1,30	13 818,58	11 943,11	1 875,47	0,00	132 323,61	0,00
31	30/04/2057	1,30	13 887,67	12 167,46	1 720,21	0,00	120 156,15	0,00
32	30/04/2058	1,30	13 957,11	12 395,08	1 562,03	0,00	107 761,07	0,00
33	30/04/2059	1,30	14 026,89	12 626,00	1 400,89	0,00	95 135,07	0,00
34	30/04/2060	1,30	14 097,03	12 860,27	1 236,76	0,00	82 274,80	0,00
35	30/04/2061	1,30	14 167,51	13 097,94	1 069,57	0,00	69 176,86	0,00
36	30/04/2062	1,30	14 238,35	13 339,05	899,30	0,00	55 837,81	0,00
37	30/04/2063	1,30	14 309,54	13 583,65	725,89	0,00	42 254,16	0,00
38	30/04/2064	1,30	14 381,09	13 831,79	549,30	0,00	28 422,37	0,00
39	30/04/2065	1,30	14 453,00	14 083,51	369,49	0,00	14 338,86	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 30/04/2026

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	30/04/2066	1,30	14 525,27	14 338,86	186,41	0,00	0,00	0,00
Total			521 274,61	399 551,00	121 723,61	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 1,50 % (Livret A).



Emprunteur : 0015020 - 1001 VIES HABITAT	Capital prêté : 242 513 €
N° du Contrat de Prêt : 188118 / N° de la Ligne du Prêt : 5731948	Taux actuariel théorique : 1,90 %
Opération : Construction	Taux effectif global : 1,90 %
Produit : PLAI foncier	

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	30/04/2027	1,90	4 607,75	0,00	4 607,75	0,00	242 513,00	0,00
2	30/04/2028	1,90	6 085,65	1 477,90	4 607,75	0,00	241 035,10	0,00
3	30/04/2029	1,90	6 116,08	1 536,41	4 579,67	0,00	239 498,69	0,00
4	30/04/2030	1,90	6 146,66	1 596,18	4 550,48	0,00	237 902,51	0,00
5	30/04/2031	1,90	6 177,39	1 657,24	4 520,15	0,00	236 245,27	0,00
6	30/04/2032	1,90	6 208,28	1 719,62	4 488,66	0,00	234 525,65	0,00
7	30/04/2033	1,90	6 239,32	1 783,33	4 455,99	0,00	232 742,32	0,00
8	30/04/2034	1,90	6 270,52	1 848,42	4 422,10	0,00	230 893,90	0,00
9	30/04/2035	1,90	6 301,87	1 914,89	4 386,98	0,00	228 979,01	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement

En Euros

Edité le : 30/04/2026

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	30/04/2036	1,90	6 333,38	1 982,78	4 350,60	0,00	226 996,23	0,00
11	30/04/2037	1,90	6 365,04	2 052,11	4 312,93	0,00	224 944,12	0,00
12	30/04/2038	1,90	6 396,87	2 122,93	4 273,94	0,00	222 821,19	0,00
13	30/04/2039	1,90	6 428,85	2 195,25	4 233,60	0,00	220 625,94	0,00
14	30/04/2040	1,90	6 461,00	2 269,11	4 191,89	0,00	218 356,83	0,00
15	30/04/2041	1,90	6 493,30	2 344,52	4 148,78	0,00	216 012,31	0,00
16	30/04/2042	1,90	6 525,77	2 421,54	4 104,23	0,00	213 590,77	0,00
17	30/04/2043	1,90	6 558,40	2 500,18	4 058,22	0,00	211 090,59	0,00
18	30/04/2044	1,90	6 591,19	2 580,47	4 010,72	0,00	208 510,12	0,00
19	30/04/2045	1,90	6 624,15	2 662,46	3 961,69	0,00	205 847,66	0,00
20	30/04/2046	1,90	6 657,27	2 746,16	3 911,11	0,00	203 101,50	0,00
21	30/04/2047	1,90	6 690,55	2 831,62	3 858,93	0,00	200 269,88	0,00
22	30/04/2048	1,90	6 724,01	2 918,88	3 805,13	0,00	197 351,00	0,00
23	30/04/2049	1,90	6 757,63	3 007,96	3 749,67	0,00	194 343,04	0,00
24	30/04/2050	1,90	6 791,42	3 098,90	3 692,52	0,00	191 244,14	0,00
25	30/04/2051	1,90	6 825,37	3 191,73	3 633,64	0,00	188 052,41	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement
En Euros

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	30/04/2052	1,90	6 859,50	3 286,50	3 573,00	0,00	184 765,91	0,00
27	30/04/2053	1,90	6 893,80	3 383,25	3 510,55	0,00	181 382,66	0,00
28	30/04/2054	1,90	6 928,27	3 482,00	3 446,27	0,00	177 900,66	0,00
29	30/04/2055	1,90	6 962,91	3 582,80	3 380,11	0,00	174 317,86	0,00
30	30/04/2056	1,90	6 997,72	3 685,68	3 312,04	0,00	170 632,18	0,00
31	30/04/2057	1,90	7 032,71	3 790,70	3 242,01	0,00	166 841,48	0,00
32	30/04/2058	1,90	7 067,87	3 897,88	3 169,99	0,00	162 943,60	0,00
33	30/04/2059	1,90	7 103,21	4 007,28	3 095,93	0,00	158 936,32	0,00
34	30/04/2060	1,90	7 138,73	4 118,94	3 019,79	0,00	154 817,38	0,00
35	30/04/2061	1,90	7 174,42	4 232,89	2 941,53	0,00	150 584,49	0,00
36	30/04/2062	1,90	7 210,29	4 349,18	2 861,11	0,00	146 235,31	0,00
37	30/04/2063	1,90	7 246,35	4 467,88	2 778,47	0,00	141 767,43	0,00
38	30/04/2064	1,90	7 282,58	4 589,00	2 693,58	0,00	137 178,43	0,00
39	30/04/2065	1,90	7 318,99	4 712,60	2 606,39	0,00	132 465,83	0,00
40	30/04/2066	1,90	7 355,59	4 838,74	2 516,85	0,00	127 627,09	0,00
41	30/04/2067	1,90	7 392,36	4 967,45	2 424,91	0,00	122 659,64	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement

En Euros

Edité le : 30/04/2026

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	30/04/2068	1,90	7 429,33	5 098,80	2 330,53	0,00	117 560,84	0,00
43	30/04/2069	1,90	7 466,47	5 232,81	2 233,66	0,00	112 328,03	0,00
44	30/04/2070	1,90	7 503,80	5 369,57	2 134,23	0,00	106 958,46	0,00
45	30/04/2071	1,90	7 541,32	5 509,11	2 032,21	0,00	101 449,35	0,00
46	30/04/2072	1,90	7 579,03	5 651,49	1 927,54	0,00	95 797,86	0,00
47	30/04/2073	1,90	7 616,93	5 796,77	1 820,16	0,00	90 001,09	0,00
48	30/04/2074	1,90	7 655,01	5 944,99	1 710,02	0,00	84 056,10	0,00
49	30/04/2075	1,90	7 693,28	6 096,21	1 597,07	0,00	77 959,89	0,00
50	30/04/2076	1,90	7 731,75	6 250,51	1 481,24	0,00	71 709,38	0,00
51	30/04/2077	1,90	7 770,41	6 407,93	1 362,48	0,00	65 301,45	0,00
52	30/04/2078	1,90	7 809,26	6 568,53	1 240,73	0,00	58 732,92	0,00
53	30/04/2079	1,90	7 848,31	6 732,38	1 115,93	0,00	52 000,54	0,00
54	30/04/2080	1,90	7 887,55	6 899,54	988,01	0,00	45 101,00	0,00
55	30/04/2081	1,90	7 926,99	7 070,07	856,92	0,00	38 030,93	0,00
56	30/04/2082	1,90	7 966,62	7 244,03	722,59	0,00	30 786,90	0,00
57	30/04/2083	1,90	8 006,46	7 421,51	584,95	0,00	23 365,39	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 30/04/2026

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
58	30/04/2084	1,90	8 046,49	7 602,55	443,94	0,00	15 762,84	0,00
59	30/04/2085	1,90	8 086,72	7 787,23	299,49	0,00	7 975,61	0,00
60	30/04/2086	1,90	8 127,15	7 975,61	151,54	0,00	0,00	0,00
Total			421 035,90	242 513,00	178 522,90	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 1,50 % (Livret A).



Publié le : 29/09/2026 17:12 (Europe/Paris)
Collectivité : Collonges-sous-Salève
https://www.collonges-sous-salève.fr/documents_administratifs/80374

Envoyé en préfecture le 28/09/2026
Reçu en préfecture le 28/09/2026
Publié le
ID : 074-267402394-20260917-D_2026_088-DE



Emprunteur : 0015020 - 1001 VIES HABITAT	Capital prêté : 166 237 €
N° du Contrat de Prêt : 188118 / N° de la Ligne du Prêt : 5731947	Taux actuariel théorique : 2,61 %
Opération : Construction	Taux effectif global : 2,61 %
Produit : PLS - PLSDD 2026	

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	30/04/2027	2,61	4 338,79	0,00	4 338,79	0,00	166 237,00	0,00
2	30/04/2028	2,61	6 316,72	1 977,93	4 338,79	0,00	164 259,07	0,00
3	30/04/2029	2,61	6 348,30	2 061,14	4 287,16	0,00	162 197,93	0,00
4	30/04/2030	2,61	6 380,05	2 146,68	4 233,37	0,00	160 051,25	0,00
5	30/04/2031	2,61	6 411,95	2 234,61	4 177,34	0,00	157 816,64	0,00
6	30/04/2032	2,61	6 444,01	2 325,00	4 119,01	0,00	155 491,64	0,00
7	30/04/2033	2,61	6 476,23	2 417,90	4 058,33	0,00	153 073,74	0,00
8	30/04/2034	2,61	6 508,61	2 513,39	3 995,22	0,00	150 560,35	0,00
9	30/04/2035	2,61	6 541,15	2 611,52	3 929,63	0,00	147 948,83	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 30/04/2026

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	30/04/2036	2,61	6 573,86	2 712,40	3 861,46	0,00	145 236,43	0,00
11	30/04/2037	2,61	6 606,72	2 816,05	3 790,67	0,00	142 420,38	0,00
12	30/04/2038	2,61	6 639,76	2 922,59	3 717,17	0,00	139 497,79	0,00
13	30/04/2039	2,61	6 672,96	3 032,07	3 640,89	0,00	136 465,72	0,00
14	30/04/2040	2,61	6 706,32	3 144,56	3 561,76	0,00	133 321,16	0,00
15	30/04/2041	2,61	6 739,85	3 260,17	3 479,68	0,00	130 060,99	0,00
16	30/04/2042	2,61	6 773,55	3 378,96	3 394,59	0,00	126 682,03	0,00
17	30/04/2043	2,61	6 807,42	3 501,02	3 306,40	0,00	123 181,01	0,00
18	30/04/2044	2,61	6 841,46	3 626,44	3 215,02	0,00	119 554,57	0,00
19	30/04/2045	2,61	6 875,66	3 755,29	3 120,37	0,00	115 799,28	0,00
20	30/04/2046	2,61	6 910,04	3 887,68	3 022,36	0,00	111 911,60	0,00
21	30/04/2047	2,61	6 944,59	4 023,70	2 920,89	0,00	107 887,90	0,00
22	30/04/2048	2,61	6 979,32	4 163,45	2 815,87	0,00	103 724,45	0,00
23	30/04/2049	2,61	7 014,21	4 307,00	2 707,21	0,00	99 417,45	0,00
24	30/04/2050	2,61	7 049,28	4 454,48	2 594,80	0,00	94 962,97	0,00
25	30/04/2051	2,61	7 084,53	4 606,00	2 478,53	0,00	90 356,97	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	30/04/2052	2,61	7 119,95	4 761,63	2 358,32	0,00	85 595,34	0,00
27	30/04/2053	2,61	7 155,55	4 921,51	2 234,04	0,00	80 673,83	0,00
28	30/04/2054	2,61	7 191,33	5 085,74	2 105,59	0,00	75 588,09	0,00
29	30/04/2055	2,61	7 227,29	5 254,44	1 972,85	0,00	70 333,65	0,00
30	30/04/2056	2,61	7 263,42	5 427,71	1 835,71	0,00	64 905,94	0,00
31	30/04/2057	2,61	7 299,74	5 605,69	1 694,05	0,00	59 300,25	0,00
32	30/04/2058	2,61	7 336,24	5 788,50	1 547,74	0,00	53 511,75	0,00
33	30/04/2059	2,61	7 372,92	5 976,26	1 396,66	0,00	47 535,49	0,00
34	30/04/2060	2,61	7 409,79	6 169,11	1 240,68	0,00	41 366,38	0,00
35	30/04/2061	2,61	7 446,83	6 367,17	1 079,66	0,00	34 999,21	0,00
36	30/04/2062	2,61	7 484,07	6 570,59	913,48	0,00	28 428,62	0,00
37	30/04/2063	2,61	7 521,49	6 779,50	741,99	0,00	21 649,12	0,00
38	30/04/2064	2,61	7 559,10	6 994,06	565,04	0,00	14 655,06	0,00
39	30/04/2065	2,61	7 596,89	7 214,39	382,50	0,00	7 440,67	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement

En Euros

Edité le : 30/04/2026

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	30/04/2066	2,61	7 634,87	7 440,67	194,20	0,00	0,00	0,00
Total			275 604,82	166 237,00	109 367,82	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 1,50 % (Livret A).

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 30/04/2026

Emprunteur : 0015020 - 1001 VIES HABITAT	Capital prêté : 119 848 €
N° du Contrat de Prêt : 188118 / N° de la Ligne du Prêt : 5731944	Taux actuariel théorique : 1,90 %
Opération : Construction	Taux effectif global : 1,90 %
Produit : PLS foncier - PLSDD 2026	

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	30/04/2027	1,90	2 277,11	0,00	2 277,11	0,00	119 848,00	0,00
2	30/04/2028	1,90	3 007,48	730,37	2 277,11	0,00	119 117,63	0,00
3	30/04/2029	1,90	3 022,52	759,29	2 263,23	0,00	118 358,34	0,00
4	30/04/2030	1,90	3 037,63	788,82	2 248,81	0,00	117 569,52	0,00
5	30/04/2031	1,90	3 052,82	819,00	2 233,82	0,00	116 750,52	0,00
6	30/04/2032	1,90	3 068,08	849,82	2 218,26	0,00	115 900,70	0,00
7	30/04/2033	1,90	3 083,42	881,31	2 202,11	0,00	115 019,39	0,00
8	30/04/2034	1,90	3 098,84	913,47	2 185,37	0,00	114 105,92	0,00
9	30/04/2035	1,90	3 114,33	946,32	2 168,01	0,00	113 159,60	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Tableau d'Amortissement

En Euros

Edité le : 30/04/2026

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	30/04/2036	1,90	3 129,91	979,88	2 150,03	0,00	112 179,72	0,00
11	30/04/2037	1,90	3 145,55	1 014,14	2 131,41	0,00	111 165,58	0,00
12	30/04/2038	1,90	3 161,28	1 049,13	2 112,15	0,00	110 116,45	0,00
13	30/04/2039	1,90	3 177,09	1 084,88	2 092,21	0,00	109 031,57	0,00
14	30/04/2040	1,90	3 192,97	1 121,37	2 071,60	0,00	107 910,20	0,00
15	30/04/2041	1,90	3 208,94	1 158,65	2 050,29	0,00	106 751,55	0,00
16	30/04/2042	1,90	3 224,98	1 196,70	2 028,28	0,00	105 554,85	0,00
17	30/04/2043	1,90	3 241,11	1 235,57	2 005,54	0,00	104 319,28	0,00
18	30/04/2044	1,90	3 257,31	1 275,24	1 982,07	0,00	103 044,04	0,00
19	30/04/2045	1,90	3 273,60	1 315,76	1 957,84	0,00	101 728,28	0,00
20	30/04/2046	1,90	3 289,97	1 357,13	1 932,84	0,00	100 371,15	0,00
21	30/04/2047	1,90	3 306,42	1 399,37	1 907,05	0,00	98 971,78	0,00
22	30/04/2048	1,90	3 322,95	1 442,49	1 880,46	0,00	97 529,29	0,00
23	30/04/2049	1,90	3 339,57	1 486,51	1 853,06	0,00	96 042,78	0,00
24	30/04/2050	1,90	3 356,26	1 531,45	1 824,81	0,00	94 511,33	0,00
25	30/04/2051	1,90	3 373,04	1 577,32	1 795,72	0,00	92 934,01	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 30/04/2026

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	30/04/2052	1,90	3 389,91	1 624,16	1 765,75	0,00	91 309,85	0,00
27	30/04/2053	1,90	3 406,86	1 671,97	1 734,89	0,00	89 637,88	0,00
28	30/04/2054	1,90	3 423,89	1 720,77	1 703,12	0,00	87 917,11	0,00
29	30/04/2055	1,90	3 441,01	1 770,58	1 670,43	0,00	86 146,53	0,00
30	30/04/2056	1,90	3 458,22	1 821,44	1 636,78	0,00	84 325,09	0,00
31	30/04/2057	1,90	3 475,51	1 873,33	1 602,18	0,00	82 451,76	0,00
32	30/04/2058	1,90	3 492,89	1 926,31	1 566,58	0,00	80 525,45	0,00
33	30/04/2059	1,90	3 510,35	1 980,37	1 529,98	0,00	78 545,08	0,00
34	30/04/2060	1,90	3 527,90	2 035,54	1 492,36	0,00	76 509,54	0,00
35	30/04/2061	1,90	3 545,54	2 091,86	1 453,68	0,00	74 417,68	0,00
36	30/04/2062	1,90	3 563,27	2 149,33	1 413,94	0,00	72 268,35	0,00
37	30/04/2063	1,90	3 581,09	2 207,99	1 373,10	0,00	70 060,36	0,00
38	30/04/2064	1,90	3 598,99	2 267,84	1 331,15	0,00	67 792,52	0,00
39	30/04/2065	1,90	3 616,99	2 328,93	1 288,06	0,00	65 463,59	0,00
40	30/04/2066	1,90	3 635,07	2 391,26	1 243,81	0,00	63 072,33	0,00
41	30/04/2067	1,90	3 653,25	2 454,88	1 198,37	0,00	60 617,45	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

[banquedesterritoires.fr](https://www.banquedesterritoires.fr)  @BanqueDesTerr

Publié le : 29/09/2026 17:12 (Europe/Paris)
Collectivité : Collonges-sous-Salève
https://www.collonges-sous-salève.fr/documents_administratifs/60374





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement

En Euros

Edité le : 30/04/2026

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	30/04/2068	1,90	3 671,51	2 519,78	1 151,73	0,00	58 097,67	0,00
43	30/04/2069	1,90	3 689,87	2 586,01	1 103,86	0,00	55 511,66	0,00
44	30/04/2070	1,90	3 708,32	2 653,60	1 054,72	0,00	52 858,06	0,00
45	30/04/2071	1,90	3 726,86	2 722,56	1 004,30	0,00	50 135,50	0,00
46	30/04/2072	1,90	3 745,50	2 792,93	952,57	0,00	47 342,57	0,00
47	30/04/2073	1,90	3 764,22	2 864,71	899,51	0,00	44 477,86	0,00
48	30/04/2074	1,90	3 783,05	2 937,97	845,08	0,00	41 539,89	0,00
49	30/04/2075	1,90	3 801,96	3 012,70	789,26	0,00	38 527,19	0,00
50	30/04/2076	1,90	3 820,97	3 088,95	732,02	0,00	35 438,24	0,00
51	30/04/2077	1,90	3 840,08	3 166,75	673,33	0,00	32 271,49	0,00
52	30/04/2078	1,90	3 859,28	3 246,12	613,16	0,00	29 025,37	0,00
53	30/04/2079	1,90	3 878,57	3 327,09	551,48	0,00	25 698,28	0,00
54	30/04/2080	1,90	3 897,96	3 409,69	488,27	0,00	22 288,59	0,00
55	30/04/2081	1,90	3 917,45	3 493,97	423,48	0,00	18 794,62	0,00
56	30/04/2082	1,90	3 937,04	3 579,94	357,10	0,00	15 214,68	0,00
57	30/04/2083	1,90	3 956,73	3 667,65	289,08	0,00	11 547,03	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
58	30/04/2084	1,90	3 976,51	3 757,12	219,39	0,00	7 789,91	0,00
59	30/04/2085	1,90	3 996,39	3 848,38	148,01	0,00	3 941,53	0,00
60	30/04/2086	1,90	4 016,42	3 941,53	74,89	0,00	0,00	0,00
Total			208 072,61	119 848,00	88 224,61	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 1,50 % (Livret A).



Publié le : 29/09/2026 17:12 (Europe/Paris)
Collectivité : Collonges-sous-Salève
https://www.collonges-sous-salève.fr/documents_administratifs/80374

Envoyé en préfecture le 28/09/2026
Reçu en préfecture le 28/09/2026
Publié le 
ID : 074-267402394-20260917-D_2026_088-DE

Emprunteur : 0015020 - 1001 VIES HABITAT	Capital prêté : 516 986 €
N° du Contrat de Prêt : 188118 / N° de la Ligne du Prêt : 5731951	Taux actuariel théorique : 2,10 %
Opération : Construction	Taux effectif global : 2,10 %
Produit : PLUS	

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	30/04/2027	2,10	10 856,71	0,00	10 856,71	0,00	516 986,00	0,00
2	30/04/2028	2,10	17 985,95	7 129,24	10 856,71	0,00	509 856,76	0,00
3	30/04/2029	2,10	18 075,88	7 368,89	10 706,99	0,00	502 487,87	0,00
4	30/04/2030	2,10	18 166,26	7 614,01	10 552,25	0,00	494 873,86	0,00
5	30/04/2031	2,10	18 257,09	7 864,74	10 392,35	0,00	487 009,12	0,00
6	30/04/2032	2,10	18 348,37	8 121,18	10 227,19	0,00	478 887,94	0,00
7	30/04/2033	2,10	18 440,12	8 383,47	10 056,65	0,00	470 504,47	0,00
8	30/04/2034	2,10	18 532,32	8 651,73	9 880,59	0,00	461 852,74	0,00
9	30/04/2035	2,10	18 624,98	8 926,07	9 698,91	0,00	452 926,67	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement

En Euros

Edité le : 30/04/2026

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	30/04/2036	2,10	18 718,10	9 206,64	9 511,46	0,00	443 720,03	0,00
11	30/04/2037	2,10	18 811,69	9 493,57	9 318,12	0,00	434 226,46	0,00
12	30/04/2038	2,10	18 905,75	9 786,99	9 118,76	0,00	424 439,47	0,00
13	30/04/2039	2,10	19 000,28	10 087,05	8 913,23	0,00	414 352,42	0,00
14	30/04/2040	2,10	19 095,28	10 393,88	8 701,40	0,00	403 958,54	0,00
15	30/04/2041	2,10	19 190,76	10 707,63	8 483,13	0,00	393 250,91	0,00
16	30/04/2042	2,10	19 286,71	11 028,44	8 258,27	0,00	382 222,47	0,00
17	30/04/2043	2,10	19 383,15	11 356,48	8 026,67	0,00	370 865,99	0,00
18	30/04/2044	2,10	19 480,06	11 691,87	7 788,19	0,00	359 174,12	0,00
19	30/04/2045	2,10	19 577,46	12 034,80	7 542,66	0,00	347 139,32	0,00
20	30/04/2046	2,10	19 675,35	12 385,42	7 289,93	0,00	334 753,90	0,00
21	30/04/2047	2,10	19 773,73	12 743,90	7 029,83	0,00	322 010,00	0,00
22	30/04/2048	2,10	19 872,60	13 110,39	6 762,21	0,00	308 899,61	0,00
23	30/04/2049	2,10	19 971,96	13 485,07	6 486,89	0,00	295 414,54	0,00
24	30/04/2050	2,10	20 071,82	13 868,11	6 203,71	0,00	281 546,43	0,00
25	30/04/2051	2,10	20 172,18	14 259,70	5 912,48	0,00	267 286,73	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 30/04/2026

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	30/04/2052	2,10	20 273,04	14 660,02	5 613,02	0,00	252 626,71	0,00
27	30/04/2053	2,10	20 374,40	15 069,24	5 305,16	0,00	237 557,47	0,00
28	30/04/2054	2,10	20 476,27	15 487,56	4 988,71	0,00	222 069,91	0,00
29	30/04/2055	2,10	20 578,66	15 915,19	4 663,47	0,00	206 154,72	0,00
30	30/04/2056	2,10	20 681,55	16 352,30	4 329,25	0,00	189 802,42	0,00
31	30/04/2057	2,10	20 784,96	16 799,11	3 985,85	0,00	173 003,31	0,00
32	30/04/2058	2,10	20 888,88	17 255,81	3 633,07	0,00	155 747,50	0,00
33	30/04/2059	2,10	20 993,33	17 722,63	3 270,70	0,00	138 024,87	0,00
34	30/04/2060	2,10	21 098,29	18 199,77	2 898,52	0,00	119 825,10	0,00
35	30/04/2061	2,10	21 203,78	18 687,45	2 516,33	0,00	101 137,65	0,00
36	30/04/2062	2,10	21 309,80	19 185,91	2 123,89	0,00	81 951,74	0,00
37	30/04/2063	2,10	21 416,35	19 695,36	1 720,99	0,00	62 256,38	0,00
38	30/04/2064	2,10	21 523,43	20 216,05	1 307,38	0,00	42 040,33	0,00
39	30/04/2065	2,10	21 631,05	20 748,20	882,85	0,00	21 292,13	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement

En Euros

Edité le : 30/04/2026

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	30/04/2066	2,10	21 739,26	21 292,13	447,13	0,00	0,00	0,00
Total			783 247,61	516 986,00	266 261,61	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 1,50 % (Livret A).

Emprunteur : 0015020 - 1001 VIES HABITAT	Capital prêté : 288 292 €
N° du Contrat de Prêt : 188118 / N° de la Ligne du Prêt : 5731950	Taux actuariel théorique : 1,90 %
Opération : Construction	Taux effectif global : 1,90 %
Produit : PLUS foncier	

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	30/04/2027	1,90	5 477,55	0,00	5 477,55	0,00	288 292,00	0,00
2	30/04/2028	1,90	7 234,43	1 756,88	5 477,55	0,00	286 535,12	0,00
3	30/04/2029	1,90	7 270,60	1 826,43	5 444,17	0,00	284 708,69	0,00
4	30/04/2030	1,90	7 306,96	1 897,49	5 409,47	0,00	282 811,20	0,00
5	30/04/2031	1,90	7 343,49	1 970,08	5 373,41	0,00	280 841,12	0,00
6	30/04/2032	1,90	7 380,21	2 044,23	5 335,98	0,00	278 796,89	0,00
7	30/04/2033	1,90	7 417,11	2 119,97	5 297,14	0,00	276 676,92	0,00
8	30/04/2034	1,90	7 454,20	2 197,34	5 256,86	0,00	274 479,58	0,00
9	30/04/2035	1,90	7 491,47	2 276,36	5 215,11	0,00	272 203,22	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement

En Euros

Edité le : 30/04/2026

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	30/04/2036	1,90	7 528,93	2 357,07	5 171,86	0,00	269 846,15	0,00
11	30/04/2037	1,90	7 566,57	2 439,49	5 127,08	0,00	267 406,66	0,00
12	30/04/2038	1,90	7 604,40	2 523,67	5 080,73	0,00	264 882,99	0,00
13	30/04/2039	1,90	7 642,42	2 609,64	5 032,78	0,00	262 273,35	0,00
14	30/04/2040	1,90	7 680,64	2 697,45	4 983,19	0,00	259 575,90	0,00
15	30/04/2041	1,90	7 719,04	2 787,10	4 931,94	0,00	256 788,80	0,00
16	30/04/2042	1,90	7 757,64	2 878,65	4 878,99	0,00	253 910,15	0,00
17	30/04/2043	1,90	7 796,42	2 972,13	4 824,29	0,00	250 938,02	0,00
18	30/04/2044	1,90	7 835,41	3 067,59	4 767,82	0,00	247 870,43	0,00
19	30/04/2045	1,90	7 874,58	3 165,04	4 709,54	0,00	244 705,39	0,00
20	30/04/2046	1,90	7 913,96	3 264,56	4 649,40	0,00	241 440,83	0,00
21	30/04/2047	1,90	7 953,53	3 366,15	4 587,38	0,00	238 074,68	0,00
22	30/04/2048	1,90	7 993,29	3 469,87	4 523,42	0,00	234 604,81	0,00
23	30/04/2049	1,90	8 033,26	3 575,77	4 457,49	0,00	231 029,04	0,00
24	30/04/2050	1,90	8 073,43	3 683,88	4 389,55	0,00	227 345,16	0,00
25	30/04/2051	1,90	8 113,79	3 794,23	4 319,56	0,00	223 550,93	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	30/04/2052	1,90	8 154,36	3 906,89	4 247,47	0,00	219 644,04	0,00
27	30/04/2053	1,90	8 195,13	4 021,89	4 173,24	0,00	215 622,15	0,00
28	30/04/2054	1,90	8 236,11	4 139,29	4 096,82	0,00	211 482,86	0,00
29	30/04/2055	1,90	8 277,29	4 259,12	4 018,17	0,00	207 223,74	0,00
30	30/04/2056	1,90	8 318,68	4 381,43	3 937,25	0,00	202 842,31	0,00
31	30/04/2057	1,90	8 360,27	4 506,27	3 854,00	0,00	198 336,04	0,00
32	30/04/2058	1,90	8 402,07	4 633,69	3 768,38	0,00	193 702,35	0,00
33	30/04/2059	1,90	8 444,08	4 763,74	3 680,34	0,00	188 938,61	0,00
34	30/04/2060	1,90	8 486,30	4 896,47	3 589,83	0,00	184 042,14	0,00
35	30/04/2061	1,90	8 528,73	5 031,93	3 496,80	0,00	179 010,21	0,00
36	30/04/2062	1,90	8 571,38	5 170,19	3 401,19	0,00	173 840,02	0,00
37	30/04/2063	1,90	8 614,23	5 311,27	3 302,96	0,00	168 528,75	0,00
38	30/04/2064	1,90	8 657,30	5 455,25	3 202,05	0,00	163 073,50	0,00
39	30/04/2065	1,90	8 700,59	5 602,19	3 098,40	0,00	157 471,31	0,00
40	30/04/2066	1,90	8 744,09	5 752,14	2 991,95	0,00	151 719,17	0,00
41	30/04/2067	1,90	8 787,81	5 905,15	2 882,66	0,00	145 814,02	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement

En Euros

Edité le : 30/04/2026

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	30/04/2068	1,90	8 831,75	6 061,28	2 770,47	0,00	139 752,74	0,00
43	30/04/2069	1,90	8 875,91	6 220,61	2 655,30	0,00	133 532,13	0,00
44	30/04/2070	1,90	8 920,29	6 383,18	2 537,11	0,00	127 148,95	0,00
45	30/04/2071	1,90	8 964,89	6 549,06	2 415,83	0,00	120 599,89	0,00
46	30/04/2072	1,90	9 009,72	6 718,32	2 291,40	0,00	113 881,57	0,00
47	30/04/2073	1,90	9 054,77	6 891,02	2 163,75	0,00	106 990,55	0,00
48	30/04/2074	1,90	9 100,04	7 067,22	2 032,82	0,00	99 923,33	0,00
49	30/04/2075	1,90	9 145,54	7 247,00	1 898,54	0,00	92 676,33	0,00
50	30/04/2076	1,90	9 191,27	7 430,42	1 760,85	0,00	85 245,91	0,00
51	30/04/2077	1,90	9 237,22	7 617,55	1 619,67	0,00	77 628,36	0,00
52	30/04/2078	1,90	9 283,41	7 808,47	1 474,94	0,00	69 819,89	0,00
53	30/04/2079	1,90	9 329,83	8 003,25	1 326,58	0,00	61 816,64	0,00
54	30/04/2080	1,90	9 376,48	8 201,96	1 174,52	0,00	53 614,68	0,00
55	30/04/2081	1,90	9 423,36	8 404,68	1 018,68	0,00	45 210,00	0,00
56	30/04/2082	1,90	9 470,48	8 611,49	858,99	0,00	36 598,51	0,00
57	30/04/2083	1,90	9 517,83	8 822,46	695,37	0,00	27 776,05	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 30/04/2026

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
58	30/04/2084	1,90	9 565,42	9 037,68	527,74	0,00	18 738,37	0,00
59	30/04/2085	1,90	9 613,24	9 257,21	356,03	0,00	9 481,16	0,00
60	30/04/2086	1,90	9 661,30	9 481,16	180,14	0,00	0,00	0,00
Total			500 514,50	288 292,00	212 222,50	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 1,50 % (Livret A).

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 188118 Emprunteur n° 000015020

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
[banquedesterritoires.fr](https://www.banquedesterritoires.fr) | @BanqueDesTerr



Publié le : 29/09/2026 17:12 (Europe/Paris)

Collectivité : Collonges-sous-Salève

https://www.collonges-sous-salève.fr/documents_administratifs/60374



Publié le : 29/09/2026 17:12 (Europe/Paris)

Collectivité : Collonges-sous-Salève

https://www.collonges-sous-salève.fr/documents_administratifs/80374

Envoyé en préfecture le 28/09/2026

Reçu en préfecture le 28/09/2026

Publié le



ID : 074-267402394-20260917-D_2026_088-DE